

la Lettre

N°3
septembre
2017

des élus Front de Gauche de Montfermeil



Olivier D'Henry
Conseiller municipal



Angélique Planet-Ledieu
Conseillère municipale



Christian Brickx
Conseiller municipal



Dominique Dellac
Conseillère départementale

Tous les enfants ont droit à l'école

À Montfermeil, certaines familles rencontrent des obstacles « administratifs » dressés par le maire pour empêcher leurs enfants de bénéficier d'une scolarisation à laquelle ils ont droit.

L'année dernière, il aura fallu les multiples interventions de Dominique Dellac, conseillère départementale, auprès de la Préfecture, de l'Éducation nationale et de la presse locale pour que le préfet mette le maire en demeure de cesser cette pratique discriminatoire et **pour que tous les cas signalés trouvent une solution conforme aux lois de la République qui précisent : « L'instruction est obligatoire pour les enfants des deux sexes, français et étrangers, entre 6 et 16 ans ».**

En cette rentrée scolaire, **pour que plus aucun enfant habitant Montfermeil ne soit privé de ce droit fondamental**, les élus du Front de gauche, en relation avec les syndicats d'enseignants, les parents d'élèves et les associations comme Réseau Éducation Sans Frontières (RESF), ont décidé de mettre en place **un dispositif de vigilance et une adresse mail ecolepourtousmontfermeil@gmail.com** pour que vous puissiez les alerter si vous avez connaissance d'une telle situation.

Cours Alexandre Dumas : attention danger

Le Cours Alexandre Dumas a ouvert ses portes à Montfermeil en 2012.

Non conventionné avec l'État, il dispose librement du recrutement de ses enseignants, de son organisation, de ses programmes. Le réseau Espérance Banlieue auquel il appartient bénéficie du soutien politique des milieux catholiques intégristes, des financements de grandes entreprises et de facilités d'implantation de certaines communes comme Montfermeil qui a déboursé 1,2 millions d'euros pour son installation.

Les résultats connus des élèves, notamment au BEPC, sont très inférieurs à ceux de l'école publique. Lorsqu'ils veulent revenir dans l'enseignement public, ils connaissent de grandes difficultés car ils sont considérés comme « déscolarisés » et doivent s'inscrire là où ils trouvent de la place, parfois très loin de chez eux. Qui plus est, ces élèves doivent souvent redoubler, parfois deux classes, car ils ne sont pas au niveau.

Pour en savoir plus, consultez notre dossier de presse sur :

<http://montfermeilfrontdegauche.org/evenements-actions/524-dossier-de-presse-sur-le-cours-alexandre-dumas>

Dominique Dellac
tient une permanence
en mairie chaque mois
et est disponible
pour rencontrer
parents
et associations.
Prenez
rendez-vous au
01 43 93 93 95
ou
sur son blog
dominique-dellac.org

Donner plus de temps d'enseignement, d'accompagnement et de soutien à ceux qui en ont besoin suppose des moyens humains et matériels.



A qui doit profiter l'école ?

Le nouveau ministre de l'Éducation a autorisé le retour à la semaine de 4 jours souhaité par de nombreuses familles. Ainsi, fin juin, les conseils d'école ont été consultés et les maires ont pu proposer une nouvelle organisation pour la rentrée. C'est le cas à Montfermeil où les parents ont majoritairement voté pour le retour à la semaine de 4 jours instituée en 2008 sous la présidence Sarkozy. Résultat prévisible, car de nombreux parents se plaignaient de la fatigue des enfants due aux 5 matinées d'enseignement. D'autant plus prévisible qu'à Montfermeil, le maire avait refusé d'organiser des activités culturelles ou sportives prévues par la réforme Peillon de 2013.

Cette réforme portait de graves défauts: non seulement elle ne rétablissait pas le temps d'enseignement supprimé par la réforme Sarkozy, le remplaçant par un temps d'animation, mais elle reportait la dépense sur les communes et introduisait des inégalités entre les villes et entre les enfants.

Tous les spécialistes le disent: la semaine de 4 jours est le pire des rythmes scolaires pour les

enfants. Et les statistiques internationales le démontrent: le passage à la semaine de 4 jours a entraîné une chute des résultats scolaires dans notre pays. On ne perd pas une demi-journée d'enseignement par semaine durant les 5 années de la scolarité primaire sans baisse du niveau scolaire de nombreux élèves à l'entrée au collège.

Les principales victimes de ces réformes sont connues: les enfants des familles populaires, ceux qui subissent le plus les difficultés sociales. Ainsi, la France, qui est le seul des 35 pays de l'OCDE à n'avoir que 4 jours d'enseignement par semaine, a aussi le bonnet d'âne en matière d'inégalités sociales.

Donner plus de temps d'enseignement, d'accompagnement et de soutien à ceux qui en ont besoin suppose des moyens humains et matériels. Mais depuis des années, les politiques d'austérité entraînent la baisse de la dépense publique et la réduction du nombre de fonctionnaires. Ce n'est pas le retour à la semaine de 4 jours qui va améliorer la situation et le résultat des élèves qui connaissent des difficultés scolaires.

**RETROUVEZ-NOUS
EN LIGNE**

Pour une information locale citoyenne, utile, différente, engagée, ouverte, impertinente :

**montfermeilfrontde
gauche.org**

Et chaque mois

**RECEVEZ
NOTRE LETTRE
ÉLECTRONIQUE**

**DANS VOTRE
BOÎTE MAIL**

Pour la recevoir, inscrivez-vous sur le site.

Pas de rentrée sans contrats aidés

Le ministre du travail, considérant les contrats aidés comme «coûteux» et «inefficaces» a décidé d'en supprimer 150 000, dont 20 000 dans l'Éducation nationale! Que deviendront ceux qui interviennent dans les écoles et les collèges pour accompagner les élèves en situation de handicap, intervenir dans les cantines et les animations périscolaires, aider l'administration... Combien de jeunes vont revenir à la case chômage? Cette décision, prise sans concertation et sans en mesurer les conséquences, inquiète les maires de France, les enseignants et les parents d'élèves. Combien d'emplois sont concernés à Montfermeil?

Allocation de rentrée scolaire insuffisante

Selon les études des associations familiales, la rentrée scolaire coûtera 150€ pour un élève du primaire,

350€ pour un collégien, 420€ pour un lycéen et jusqu'à 700€ pour la filière technique. L'Allocation de Rentrée Scolaire (ARS) s'avère donc insuffisante (397€ pour un lycéen par exemple).

200 € pour chaque collégien entrant en 6^e

Tous les collégiens entrant en 6^e dans un collège public de Seine-Saint-Denis pour la première fois reçoivent une aide du Conseil Départemental de 200€. L'an dernier, 253 Montfermeillois ont perçu cette aide. Pour tout renseignement, consulter le site du Département à la rubrique Chèque réusite. Les demandes peuvent se faire jusqu'au 30 septembre.

Pétition FCPE pour la carte Imagine R

En Île-de-France, les lycéens boursiers perçoivent une aide de la Région et du Département pour la carte Imagine R. Jusqu'ici, la

Région payait 66% de cette aide et le Département 34%. Cette année, Valérie Pécresse a décidé de réduire la participation régionale à 50%. Le Département a refusé cette baisse et n'a donc pas signé la convention. Résultat: les lycéens boursiers ont dû avancer le coût de la carte et ne toucheront les aides que plus tard et avec une diminution de 16%. La FCPE a lancé une pétition pour un retour de l'aide régionale à 66% (<https://www.change.org/p/valérie-pécresse-mme-pécresse-rendez-les-aides-aux-transport-des-collégiens-et-lycéens-boursiers-du-93>).

12 élèves par classe

Parmi les promesses de campagne d'Emmanuel Macron, celle concernant le dédoublement des classes de CP des écoles du Réseau d'Éducation Prioritaire Renforcé (REP+) pour aboutir à 12 élèves par classe dès la rentrée 2017 soulève beaucoup d'interrogations: avec quels enseignants, dans quels locaux...? Qu'en est-il à Montfermeil dont certaines classes sont concernées?